

**ORDRE DU JOUR**  
**SÉANCE ORDINAIRE**

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement de La Baie tenue à la salle polyvalente de la bibliothèque de La Baie située au 1911, 6<sup>e</sup> avenue, à La Baie, **le 23 septembre 2025, à 16 h.**

1. **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
2. **ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX**
  - 2.1 Séance ordinaire du 26 août 2025
  - 2.2 Séance extraordinaire du 15 septembre 2025
3. **DÉROGATIONS MINEURES – PRÉSENTATION – COMMENTAIRES DU PUBLIC – ADOPTION**
  - 3.1 Ève Gagnon et Sophie Ringuette – 8543, chemin de la Batture, La Baie – DM 5921 (id 18608)
  - 3.2 Chantale Maltais et Andreas Tsamoutsoglou – 1883, rue des Bouleaux, La Baie – DM 5931 (id 18631)
  - 3.3 Benoît Simard Ltée – 3591, boulevard de la Grande-Baie Sud, La Baie – DM 5960 (id 18707)
  - 3.4 9372-7154 Québec inc. – Lot 4 669 913 du cadastre du Québec, adjacent au 1044, 5e Avenue, La Baie – DM-5962 (id-18723)
4. **DEMANDE DE PPCMOI**
  - 4.1 Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour le lot 5 199 291 du cadastre du Québec, situé en bordure est du tronçon du chemin de la Grande-Anse, compris entre la route de l'Anse-à-Benjamin et le chemin du quai Marcel-Dionne, La Baie - Jean-Marc Maltais - PPC-275 (id-18585)
    - 4.1.1 Adoption de la résolution officielle
5. **AIDES FINANCIÈRES AUX ORGANISMES**
6. **DIVERS**
  - 6.1 Décret des travaux pré-autorisés - ATEE Septembre 2025
  - 6.2 Service des travaux publics – Transfert budgétaire – Ajout d'un trottoir sur la rue Saint-Stanislas
7. **VARIA**
8. **PÉRIODE D'INTERVENTION DES MEMBRES DU CONSEIL**
9. **PROCHAINE SÉANCE DU CONSEIL**

La prochaine séance ordinaire du conseil d'arrondissement de La Baie aura lieu le 2 octobre 2025 à 14 h, à la salle polyvalente de la bibliothèque de La Baie située au 1911, 6<sup>e</sup> Avenue, à La Baie.

10. **PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC**

11. **LEVÉE DE LA SÉANCE**

DONNÉ à Saguenay ce 18<sup>e</sup> jour du mois de septembre 2025.

L'assistant-greffier,



BASTIEN GAUDET

BG/sh

Projet de résolution présenté à la séance du conseil d'arrondissement de La Baie tenue dans la salle des délibérations, le 23 septembre 2025 - Un quorum présent.

---

**PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE POUR LE LOT 5 199 291 DU CADASTRE DU QUÉBEC, SITUÉ EN BORDURE EST DU TRONÇON DU CHEMIN DE LA GRANDE-ANSE, COMPRIS ENTRE LA ROUTE DE L'ANSE-À-BENJAMIN ET LE CHEMIN DU QUAI MARCEL-DIONNE, LA BAIE – JEAN-MARC-MALTAIS – PPC-275 (ID-18585)**

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation en PPCMOI présentée par Jean-Marc Maltais, 4893, chemin Saint-Martin, La Baie, visant à autoriser l'usage « Extraction de la pierre pour le concassage et l'enrochement » (code d'usage 8542), sur le lot 5 199 291 du cadastre du Québec, situé en bordure est du tronçon du chemin de la Grande-Anse, compris entre la route de l'Anse-à-Benjamin et le chemin du quai Marcel-Dionne, La Baie;

CONSIDÉRANT que le paragraphe 2 de l'article 22 du règlement VS-R-2012-9 portant sur les PPCMOI de la Ville de Saguenay stipule que les nouveaux usages non agricoles lorsque la CPTAQ a permis ces usages avant l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement de la Ville de Saguenay sont admissibles (selon l'article 17, l'article 23 et l'article 25);

CONSIDÉRANT que la propriété est comprise dans la zone 2214, laquelle autorise les classes d'usages suivantes :

- Cultures et foresterie (A1);
- Élevage (A2);
- Élevage en réclusion (A3);
- Habitation rurale (H9);
- Parcs, terrains de jeux et espaces naturels (P1a);
- Centre équestre (usage spécifiquement autorisé).

CONSIDÉRANT que la CPTAQ a autorisé, en 1982, une utilisation à une fin autre que l'agriculture, soit une carrière de pierres sur une superficie d'environ 97,9 hectares sur les anciens lots 78, 79, 80, 81, 83 et 84 dans la décision portant le numéro 052 269;

CONSIDÉRANT le plan accompagnant la demande PPCMOI préparé par Jonathan Maltais, arpenteur-géomètre, daté du 3 juillet 2025, et portant le numéro 4356 de ses minutes, déposé avec la demande;

CONSIDÉRANT que la demande vise la zone d'exploitation actuelle d'une superficie de 1,25 hectare et la zone d'exploitation à venir d'une superficie de 8,5 hectares sur le lot 5 199 291 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT que le requérant désire que soit autorisé l'usage « Extraction de la pierre pour le concassage et l'enrochement » (code d'usage 8542) pour une superficie totale de 9,75 hectares, lequel n'est pas autorisé dans la réglementation en vigueur;

CONSIDÉRANT que la réglementation antérieure a autorisé l'usage concerné dans la zone jusqu'en 2012;

CONSIDÉRANT que l'usage exercé de manière sporadique ne répond pas aux conditions permettant de bénéficier d'une reconnaissance de droits acquis;

CONSIDÉRANT que le paragraphe 25 du règlement VS-R-2012-9 portant sur les

PPCMOI de la Ville de Saguenay stipule qu'en plus des critères généraux, une demande d'autorisation pour les nouveaux usages non agricoles lorsque la CPTAQ a permis ces usages avant l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement de la Ville de Saguenay doit être analysée en fonction de critères particuliers, dont les suivants :

- Le nouvel usage ne doit pas gêner les fonctions et le développement des activités agricoles et rurales sur le territoire;
- Le nouvel usage ne doit pas affecter l'homogénéité agricole d'un milieu ni menacer la vocation agricole d'un secteur;
- Le nouvel usage ne doit pas représenter une contrainte environnementale potentielle pour l'agriculture par le rejet de fumée, vapeur, odeur ou poussière ;
- La forme, la couleur, les dimensions et la proportion des nouvelles constructions devraient pouvoir s'intégrer à l'utilisation du sol environnant;
- Protéger, dans la mesure du possible, les éléments particuliers du paysage (rivière, forêt, ravins, talus, bâtiment patrimonial...);
- Les heures d'opération et les activités extérieures doivent respecter les usages adjacents.

CONSIDÉRANT la documentation soumise avec la demande;

CONSIDÉRANT l'éloignement du site;

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme doit étudier la conformité du projet avec les critères d'analyse du règlement;

CONSIDÉRANT que le comité est favorable à la demande;

CONSIDÉRANT que le projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble a fait l'objet d'une consultation publique ainsi que d'une demande d'approbation référendaire et que la Ville n'a reçu aucun commentaire ni aucune demande d'approbation.

À CES CAUSES, il est résolu :

D'ACCEPTER la demande d'autorisation en PPCMOI présentée par Jean-Marc Maltais, 4893, chemin Saint-Martin, La Baie, visant à autoriser l'usage « Extraction de la pierre pour le concassage et l'enrochement » (code d'usage 8542), sur le lot 5 199 291 du cadastre du Québec, situé en bordure est du tronçon du chemin de la Grande-Anse, compris entre la route de l'Anse-à-Benjamin et le chemin du quai Marcel-Dionne, La Baie, à la condition suivante :

- L'exercice de l'usage « Extraction de la pierre pour le concassage et l'enrochement » (code d'usage 8542) est autorisé à l'intérieur des limites de la zone d'exploitation, actuelle et projetée, d'une superficie totale de 9,75 hectares, le tout tel qu'il apparaît sur le plan accompagnant la demande PPCMOI préparé par Jonathan Maltais, arpenteur-géomètre, daté du 3 juillet 2025, et portant le numéro 4356 de ses minutes, déposé avec la demande.

La présente résolution accordée pour un PPCMOI est sujette à une période de 18 mois à partir de la date de délivrance de cette même résolution d'acceptation par le conseil. Cette période de validité concerne le délai d'obtention d'un permis. Si à l'intérieur dudit délai aucun permis n'a été accordé pour la réalisation du PPCMOI, elle devient nulle de plein droit.

Dans le cas d'un sinistre, le bâtiment doit être reconstruit dans les 18 mois suivant la date du règlement pour maintenir la validité de la présente résolution.

Dans le cas d'une démolition, le bâtiment doit être reconstruit dans les 18 mois pour maintenir la validité de la présente résolution.

Si le délai des paragraphes 2 et 3 n'a pas été respecté, une nouvelle demande de

PPCMOI peut être déposée dans les 18 mois de la date d'invalidité de la résolution.